**L’urgence d’un moratoire sur la fiscalité des particuliers au Congo-Brazzaville**

**Depuis que le 1er Ministre, Monsieur Clément Mouamba est indisponible, ceux qui participaient à ses côtés au conseil des ministres se sont découverts des talents de fiscaliste.**

**A la différence des grands théoriciens de la pensée économique, les ministres du gouvernement actuel, qui ont été choisis non pas pour leur intelligence et leur capacité de réflexion mais simplement pour leur fidélité au Président, peinent à trouver des solutions aux immenses** challenge**s qui se dressent tels des pyramides sur notre chemin.**

**Habitués à dépenser des milliards tombés dans l’escarcelle du trésor public grâce à la vente du pétrole, ils sont aujourd’hui incapables de trouver le début d’une bonne idée, malgré les relances quotidiennes de leur chef, le Président Denis Sassou Nguesso. Malheureusement, ce n'est pas parce qu'on coupe les oreilles d'un âne qu'on en fait un cheval de course.**

Il est inconcevable que le gouvernement tombe systématiquement dans le piège du matraquage fiscal des couches les plus en difficulté afin de compenser l’écœurante gloutonnerie de ses ministres. Ce durcissement des règles qui met en difficulté les ménages égratignés financièrement et à bout de souffle, ne pourrait durer.

Il faudrait être sourd pour ne pas entendre la colère qui résulte du caractère agressif de tous ces impôts, taxes et prélèvements que les gouvernants exercent sur les populations les plus vulnérables.

Il est inquiétant que le gouvernement fasse systématiquement recours à la fiscalité des particuliers, sans mettre en place des dispositifs d’accompagnement et faire de la pédagogie.

La multiplication de ces prélèvements réduit de façon significative les revenus des ménages, ce qui entrainera mécaniquement une baisse de la consommation, qui se traduira, toutes choses égales par ailleurs, par une baisse de la croissance. Trop d’impôts, tue l’impôt.

En cherchant à tout prix à couver les plus aisés dans leur scaphandre de la honte et à essorer les exploités et les trahis, le pouvoir a bien évidemment choisi son camp. Néanmoins, il est évident que les pistes qu’il a choisi d’explorer nous conduirons dans une impasse.

Afin de ne pas infliger au peuple des supplices supplémentaires, le gouvernement pourrait prendre des décisions courageuses. Nous citerons par exemple : augmenter la TVA sur les produits de luxe et ceux qui ne sont pas dans la catégorie des produits de première nécessité comme les champagnes et les alcools, le tabac, les véhicules tout terrain etc. … ; mettre fin aux avantages fiscaux accordés aux sociétés pétrolières, sociétés de bâtiment et travaux publics (BTP), sociétés de d’assurances, de transfert de fonds ainsi qu’aux sociétés de téléphonies mobiles ; geler la mise en place des Conseils consultatifs nationaux (Conseil national du dialogue, Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelle, Conseil consultatif des femmes, Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, Conseil consultatif de la jeunesse, Conseil consultatif des ONG et de la société civile) qui sont de véritables gouffres à milliards ; suspendre le versement des primes de sessions et des frais des descentes parlementaires des députés et sénateurs ; réviser les dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des prélèvements obligatoires (en excluant toute majoration de l’IRPP, de la Taxe foncière, de la TVA sur les produits de première nécessité, des donations); réduire le nombre de niches fiscales et autres bonus incitatifs ; revoir la fiscalité des hauts revenus et de la répartition de l’imposition nationale en parallèle à la question de la fiscalité locale ; réduire l’extravagant train de vie de l’Etat et rapatrier les milliards cachés à l’étranger.

Depuis deux ans, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté a fortement augmenté et les inégalités socio-économiques sont très marquées. Pour toutes ces raisons et dans un souci d’apaisement, il est urgent de décréter un moratoire sur la fiscalité des particuliers.

En attendant les reformes et face à la crise qui prend de plus en plus d’ampleur, le gouvernement doit cesser d'attiser les braises de la révolte. A défaut, il est à craindre que la rue prenne le dessus sur la puissance publique.

**Nous sommes le Congo Unis, plus jamais sans nous. Que Dieu bénisse le Congo-Brazzaville.**

**Laurent DZABA**

*Ingénieur Numérique, Innovation et Intelligence Artificielle*

*Diplômé en Economie Financière*